



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES
POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'APPUI
TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET DES
INSTALLATIONS CLASSÉES

jpr/397

Arrêté du 27 décembre 2023

portant mise en demeure à la société AMCOR Speciality Cartons France SAS de respecter les dispositions applicables à ses installations sur le territoire de la commune d'UNGERSHEIM

Le préfet du Haut-Rhin

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I;

VU l'arrêté ministériel du 02 Février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral n°2012131-0008 du 10 Mai 2012 portant autorisation d'exploiter à la Société AMCOR Speciality Cartons France SAS à UNGERSHEIM en référence au titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement ;

VU le rapport du 22 Novembre 2023 (relatant la visite d'inspection du 26 Octobre 2023) de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant ne respecte pas la valeur limite d'émissions de composés organiques volatils en sortie de l'oxydateur de 20 mg/Nm³ lorsque le rendement épuratoire est inférieur à 98% (respect de la valeur limite de 50 mg/Nm³ lorsque le rendement épuratoire est supérieur à 98%)

CONSIDÉRANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 32.2 alinéa 1 de l'arrêté préfectoral du 10 Mai 2012 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant ne respecte pas la valeur limite d'émissions de composés organiques volatils en sortie de l'oxydateur dans le cadre de l'autosurveillance permanente lorsque le seuil est de 20 mg/Nm³ avec des dépassements horaires supérieurs à 1,5 fois la valeur limite ;

CONSIDÉRANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 21 alinéa III de l'arrêté ministériel du 02 Février 1998 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas réalisé de mesures du débit d'émissions en sortie de l'oxydateur thermique et que l'exploitant n'a pas réalisé d'enregistrement des mesures en continu des COV en sortie de l'oxydateur consultable (absence d'enregistrement pendant 1 mois) ;

CONSIDÉRANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 32.2 alinéa 4 de l'arrêté préfectoral du 10 Mai 2012 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas présenté de documents garantissant que les méthodes de mesures utilisées permettent des mesures fiables, répétables et reproductibles selon l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal Officiel ;

CONSIDÉRANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 58 alinéa II de l'arrêté ministériel du 02 Février 1998 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas présenté de rapport de mesures des émissions en COV réalisé par un laboratoire agréé permettant de constater un écart entre les résultats d'analyses de l'exploitant et ceux du laboratoire agréé ;

CONSIDÉRANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 58 alinéa III de l'arrêté ministériel du 02 Février 1998 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas justifié le respect de la limite de flux de l'ensemble des rejets de COV non méthaniques de son établissement lors de l'indisponibilité ou du dysfonctionnement de l'oxydateur thermique (2 jours concernés pour l'année 2023) ;

CONSIDÉRANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 32.2 alinéa 6 de l'arrêté préfectoral du 10 Mai 2012 ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société AMCOR Speciality Cartons France SAS, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées au 2 rue des Violettes – ZI à Ungersheim.

Article 2 : **Dans les 4 mois suivant la notification de l'acte**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes (concernant le paramètre COV) de l'article 32.2 alinéa 1 de l'arrêté préfectoral du 10 Mai 2012 susvisé :

«

	Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Flux (kg/h)	Dépassement horaire cumulé annuel	Contrôles
CO	100 mg/Nm ³	6 kg/h	100 h avec un flux maxi de 100 kg/h de COV	annuel
NO _x en équivalent NO ₂	100 mg/Nm ³	6 kg/h		annuel
CH ₄	50 mg/Nm ³	3 kg/h		annuel
Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn	5 mg/Nm ³	0,3 kg/h		3 ans
Poussières	50 mg/Nm ³	3 kg/h		3 ans
COV (exprimés en C total)	20 mg/Nm ³ ou 50 mg/Nm ³ si rendement épuratoire > 98%	1,2 kg/h		mesure en continu + contrôle annuel

»

Article 3 : Dans les 4 mois suivant la notification de l'acte, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 21 alinéa III de l'arrêté ministériel du 02 Février 1998 susvisé :

« [...] III- [...]

Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

[...]

Pour les émissions de composés organiques volatils des installations concernées par les 19° à 36° de l'article 30 (voir AM 02/02/98)

1° Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), aucune des moyennes portant sur vingt-quatre heures d'exploitation normale ne dépasse les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission ;

[...] »

Article 4 : Dans les 6 mois suivant la notification de l'acte, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 32.2 alinéa 4 de l'arrêté préfectoral du 10 Mai 2012 susvisé :

« Un dispositif de mesures en continu permet de contrôler en permanence la concentration en COV non méthaniques et le débit en sortie de l'oxydeur thermique, les résultats des mesures sont enregistrés et consultables [...] »

Article 5 : Dans les 4 mois suivant la notification de l'acte, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 58 alinéa II de l'arrêté ministériel du 02 Février 1998 susvisé :

« Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence. »

Article 6 : Dans les 30 jours suivants la notification de l'acte, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 58 alinéa III de l'arrêté ministériel du 02 Février 1998 susvisé :

« [...]

III.-Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

[...]

L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

[...]. »

Article 7 : Dans les 4 mois suivant la notification de l'acte, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 32.2 alinéa 6 de l'arrêté préfectoral du 10 Mai 2012 susvisé :

« L'établissement est autorisé à fonctionner en cas d'indisponibilité ou de dysfonctionnement de l'oxydeur thermique, cependant le flux de l'ensemble des rejets de COV non méthaniques de l'établissement ne doit pas excéder 100 kg/h et la durée d'émission sans traitement ne doit pas excéder 100 heures par an, cumulées sur une année civile et sur 30 jours glissants. »

Article 8 : faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 9 : le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le **27 décembre 2023**

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MAROT

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.